

Collectif

Aix
Anti
Austérité

Pour l'emploi et le progrès social !

Il est urgent de se rassembler pour
construire une alternative à l'austérité

Après le désaveu lors des dernières élections, François Hollande poursuit ses « réformes » désastreuses, jugées injustes par huit Français sur dix.

Cette politique est insupportable :

C'est le «Pacte de responsabilité» : un cadeau de 50 milliards d'euros au patronat, l'augmentation sur la fiscalité des ménages. C'est le «Crédit Impôt Compétitivité Emploi» et les exonérations fiscales aux entreprises qui représentent 200 milliards d'euros par an, soit 30 fois le déficit annuel de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie.

C'est la réforme territoriale, sans demander l'avis des gens, avec la suppression des conseils généraux et la fusion de régions : la baisse de la dépense publique et la mise en concurrence des territoires, avec 11 milliards d'économies demandées aux collectivités locales. Le Conseil Général des BDR annonce une baisse de 30 millions d'euros de son budget.

C'est l'obsession du gouvernement et du MEDEF pour les critères de rentabilité financière à court terme, qui prônent l'austérité dans la fonction publique, en prétendant moderniser le pays. La réalité est tout autre. En affirmant que l'école, la santé, la culture, l'énergie, le transport ne sont pas des marchandises, les agents des services publics défendent notre bien commun et l'intérêt général.

C'est le «Grand Marché Transatlantique» qui permettrait aux multinationales de dicter leurs lois, nivelant par le bas toutes les règles sociales, sanitaires, culturelles et environnementales.

Les conséquences sont particulièrement lourdes pour les salariés, retraités, privés d'emploi et les jeunes :

- **Le chômage et la précarité explosent** : selon une enquête de Médecins du Monde, deux tiers des personnes en situation précaire dépensent moins de 3,5 euros par jour pour se nourrir. 5.000 demandes de logement social sont en attente sur Aix !
- **Les inégalités sociales se creusent** : cette austérité frappe en priorité les personnes les plus en difficultés : engorgement des urgences à l'hôpital, fermeture des guichets de la CAF, baisse des subventions aux associations...
- **Le service public de transport ne répond plus aux besoins**. C'est vrai en pays d'Aix, où l'arrivée de KEOLIS n'a rien arrangé.
- **La démocratie recule**, avec l'éloignement du citoyen des lieux de décisions.

Face à l'austérité qui profite aux riches, d'autres choix sont possibles !

Une plus juste répartition des richesses permettrait de mieux vivre en pays d'Aix, comme ailleurs : avoir un emploi, se loger, se soigner, se déplacer, se cultiver... tel est notre objectif.

Les exemples de FRALIB et d'ASCOMETAL le montrent : **rien n'est inéluctable, en se mobilisant, on peut gagner !**

Les forces progressistes syndicales, associatives et politiques aixoises appellent à se rassembler pour un vrai progrès social :

Jeudi 26 juin 2014, à 11h00
RASSEMBLEMENT devant la MAIRIE d'AIX

Collectif Aix Anti Austérité

Dans les luttes sociales et politiques, nous voulons en finir avec les mesures régressives du gouvernement et du patronat. On ne peut plus subir cette politique de droite conduite par des gens qui prétendent parler au nom de la gauche.

Le MEDEF est satisfait ; il est gavé de cadeaux pour réduire le soi-disant coût du travail alors que c'est le coût du capital qui nous enfonce dans la crise et l'austérité.

Et pour nous ?

C'est le laminage des services publics, alors qu'il faut satisfaire les besoins des populations et respecter leurs droits (travail, logement, santé, école, culture,...). Aucune égalité n'est possible sans service public de qualité et de proximité. Ce n'est pas une charge, c'est un investissement pour la société. C'est un élément central anticrise !

SNCF

Le gouvernement cache la vérité et prépare la privatisation et l'ouverture à la concurrence. Le privé garderait le « rentable » avec l'exploitation des voies, le public paierait les infrastructures et les salariés de la SNCF paieraient la dette... !

INTERMITTENTS du SPECTACLE

On s'attaque aux artistes et techniciens en refusant les caractéristiques de leurs métiers. Par contre, on préserve l'intérêt des grandes entreprises des médias. Le refus du MEDEF de négocier et l'entêtement du gouvernement sur la convention UNEDIC met en péril tous les festivals, y compris celui d'Aix.

REFORME TERRITORIALE

Sans débat, ni référendum, il s'agit de réduire les budgets, de diminuer le personnel, de centraliser les pouvoirs au niveau des régions pour les mettre en concurrence et aider le MEDEF à faire des profits.

RYTHMES SCOLAIRES

Il est temps, devant le mécontentement général, de suspendre ce dispositif qui vise encore à faire des économies, de prendre le temps de débattre et d'écouter les parents d'élèves, les salariés de l'éducation nationale et les élus.

CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES

Des milliers de dossiers sont en instance et comme solution on ferme les accueils, on diminue les budgets de l'ensemble des organismes de sécurité sociale (100 000 personnes sont concernées par le RSA dans les Bouches-du-Rhône). Il faut rétablir la relation directe aux guichets entre le personnel et les usagers. La lutte paie puisque la direction a été contrainte d'annoncer 32 nouveaux emplois.

HOPITAL

A l'hôpital général comme à Montperrin, la situation se tend face à une gestion purement financière. C'est encore 10 milliards d'euros en moins pour la branche maladie de la sécurité sociale, la suppression de 1,6 milliards d'euros des crédits des ministères et un effort de plus de 4 milliards d'économies en 2014.

On pourrait parler également du service postal, des impôts ou de la colère au pôle emploi face à une attaque généralisée contre les salaires et l'emploi.

Dans tous les domaines, la politique de F. Hollande est un recul social pour l'immense majorité des gens. Nous ne pouvons pas accepter la soumission du travail et des salariés aux intérêts du capital et de la minorité des nantis.